

# SOLIDARITES ST JULIEN-ST LOUIS

## Lettre du Printemps 2021

Cher.ère Membre,

Rappel de notre

**ASSEMBLEE GENERALE : lundi 17 mai 2021 à 17h30 à St Julien**  
**Stade de la Paguette (sous l'auvent) avec masque et à 1m de distance**  
**Parking au stade (ou sur le parking du tennis)**  
*Merci d'apporter une chaise pliante ou un tabouret*

Voici un résumé de nos actions récentes et l'annonce des actions du printemps, avec en 2<sup>ème</sup> partie quelques nouvelles du Sénégal :

### 1. Actions récentes

**En mars une seule vente : au Palais Gourmand**, malgré le temps maussade et froid elle nous a permis de collecter la somme de 250 €. Merci aux nouveaux patrons de cette boulangerie-pâtisserie !

**Action de Pâques l'"Atelier Solidaire" intitulé "Oeufs pour le Sénégal"** a consisté à confectionner des nids en origami et à décorer des œufs vendus (à partir de kits de matériel livrés à domicile) qui ont été vendus comme cadeaux écologiques et solidaires - au profit de notre association. 60 personnes se sont mobilisées pour les faire, les vendre ou les acheter, et la recette a été exceptionnelle : 715 €. Un grand MERCI à chacun.e et surtout à la coordinatrice, Fabienne.

Grâce à cette somme 10 nouvelles cuisinières solaires vont pouvoir être construites par des femmes de Palette, à Meckhé, et diffusées dans la petite ville de Koul, proche de Meckhé.
---

### **Don du Club Richelieu International Europe (RIE) à MERE RUE**

Nous avons reçu un don généreux de 400 € pour les enfants de l'Ecole de Mere Rue (Maison d'Encadrement et de Réinsertion des enfants de la Rue) qui accueille des enfants de 2 à 8 ans. Rappelons que le Club Richelieu de Staël de Genève nous a déjà versé il y a un an la somme de 1'500 €. L'Ecole de Mere Rue ne reçoit aucun subside public car l'école au Sénégal n'est obligatoire qu'à partir de 8 ans. Et d'ailleurs il n'y a pas de place pour tous les enfants... Les jeunes enfants apprennent le français pour se préparer à l'école primaire en langue française, le respect, la propreté et ne sont nourris que grâce à notre association et à nos partenaires. **Un grand Merci au Club Richelieu !**

### **Suite du Projet du Fonds de Développement 1% - 100 cuisinières solaires pour 2 villages du Matam**

Notre partenaire d'ARADES, Abibatou Banda Fall, est actuellement chargée avec ses collègues de former les familles et le personnel des écoles à **l'utilisation optimale des cuisinières, et d'une manière plus large à la sensibilisation des villageois au potentiel du solaire**. C'est notre association qui finance cette dernière partie du programme, ce qui était prévu dans le budget.

### 2. Projets du printemps

#### 2.1 Animations

Notre participation - comme celle d'autres associations - au **Troc des Plantes à la Maison David le 9 mai** a été annulée par le Sous-Préfet.

**Mai, le mois de l'Environnement :21, 22 et 23 mai 'la nuit est belle'** : 3 soirées sans lumières électriques pour nous apprendre à regarder le ciel. La Commune et la Maison des Associations encouragent des stands d'associations.

Notre association aura un **Stand de Sensibilisation au changement climatique et à la solidarité** :

- Vendredi 21 devant la nouvelle école primaire N. Mandela de 15h30 à 17h – cette animation vient d'être déplacée à fin juin lors de l'inauguration de la nouvelle école 21, 22 ou 24 juin...
- Samedi 22 devant Carrefour Lambert de 15h30 à 18h30
- Dimanche 23 au stade de la Paguette de 15h30 à 18h30.

Nous aurons **une petite cuisinière solaire sénégalaise, un panier thermique, et des sacs à pain et produits artisanaux** fabriqués par des femmes sénégalaises. Venez nombreux nous rendre visite et échanger avec nous, et **nous avons besoin de bénévoles pour ces 2 jours !**

**2.2 Stands de vente** - en principe, si pas de changement :

**5-6 juin** : Merveilles de Pain

**19-20 juin** : Carrefour-Lambert

Fin juin ou début juillet : Le Palais Gourmand.

**2.3 Cotisations 2021 : Vous pourrez facilement verser votre cotisation à l'Assemblée Générale. Pour celles et ceux qui n'y seront pas et qui n'ont pas encore réglé leur cotisation 2021, merci de le faire dès que possible** pour nous permettre de continuer nos virements à l'Ecole de MERE RUE et à ARADES (paniers thermiques, coopérative de femmes, cuisinières solaires).

Cotisation : 25 €, membre bienfaiteur : 100 €.

**Chèques** à l'ordre de : Solidarités St Julien-St Louis. A adresser à :  
Solidarités St Julien-St Louis, 1B Promenade du Crêt, 74160 St Julien-en-Genevois.  
ou **Virements** : RIB FRANCE : Crédit Agricole (assoc. Solidarités St Julien-St Louis)

IBAN : 18106 00034 96748813419 16

IBAN ETRANGER : FR76 1810 6000 3496 7488 1341 916.

### 3. NOUVELLES DU SENEGAL (sans photos cette fois-ci)

#### 3.1 Troubles politiques, économiques et sociaux

Début mars 2021, des troubles importants ont éclaté au Sénégal après l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko, arrivé 3<sup>ème</sup> à la dernière élection présidentielle. Celui-ci était accusé de viol, mais cette accusation a été ressentie comme un complot ourdi contre lui par le pouvoir en place.

Ces émeutes ont entraîné des manifestations assez violentes et l'armée a répondu de manière très ferme, ce qui a entraîné la mort d'une dizaine de jeunes et d'adultes, et de nombreux blessés.

Ces troubles ont été nourris par la misère sociale et le chômage d'une grande partie des jeunes. Ils ont aussi été nourris par les restrictions sanitaires et leurs conséquences socio-économiques depuis plus d'une année.

Les frustrations engendrées par l'épidémie ont été d'autant plus vivement ressenties qu'elles se sont nourries d'autres colères, plus politiques celles-là. La restriction progressive de l'espace démocratique après les condamnations d'opposants comme Karim Wade, le fils de l'ancien président, ou de Khalifa Sall, l'ex-maire de Dakar ; l'impression que la justice agit comme le bras armé d'un pouvoir qui traque ses opposants jusqu'au dernier ; le flou volontairement entretenu par le président sur l'éventualité d'un troisième mandat dans un pays attaché au jeu démocratique... ont été des éléments déterminants.

La catastrophe sanitaire annoncée il y a un an ne s'est pas produite. Dans son communiqué du 19 mars, le ministère de la santé et de l'action sociale recensait, sur les 37 541 cas déclarés depuis le début de la pandémie, 1 003 décès. Mais **le désastre économique est en revanche patent**, selon l'économiste Demba Moussa Dembélé.

En septembre 2020, « déjà 85 % des familles interrogées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie expliquaient que leurs conditions de vie s'étaient dégradées. Rien que pour le premier semestre 2020, on a recensé 2 millions de pauvres supplémentaires et 40 000 personnes ont perdu leur emploi. » Le chômage des jeunes, en particulier, est une bombe à retardement, toujours prête à exploser dans les rues ou à se noyer en mer.

Des entreprises françaises ont été l'objet de colère et les émeutiers s'en sont pris à quatre entreprises principales très présentes dans le pays et symboles de la 'France-Afrique' : Eiffage, Auchan (de nombreux supermarchés ont été dévalisés), Orange et Total.

**La région de Saint-Louis n'est pas restée à l'écart des troubles** : « *Ousmane Sonko a été le déclencheur, mais il n'est pas le mobilisateur. Ce qui a mobilisé, c'est le mal de vivre d'une jeunesse face à un avenir en pointillé et un quotidien sans relief* », affirme Seydou Guèye, le porte-parole de la présidence avec la volonté de sortir ce mouvement de colère du champ politique. Une façon d'expliquer pourquoi la région de Saint-Louis - dont 41 % de la population a moins de 15 ans - n'est pas restée à l'écart des troubles. L'insatisfaction de la jeunesse s'exprime clairement à Pikine, quartier meurtri par le décès dans l'océan de plusieurs dizaines de candidats à l'émigration clandestine en octobre 2020. Dans le labyrinthe de ruelles qui mène à la maison familiale, Papis Lam, 35 ans, désigne chacun de ses voisins pleurant un proche mort dans le naufrage de pirogues à destination de l'Europe.

Les étudiants de l'université Gaston-Berger (UGB) de St Louis sont sortis dans les rues après l'arrestation d'Ousmane Sonko, bloquant la route nationale qui mène à leur campus, à 12 kilomètres du centre-ville. Ibrahima Coly, étudiant de 21 ans en géographie, manifestait pour la première fois de son existence. « *Cela dépasse le cas Sonko, on était en colère et frustrés. On étudie pendant des années sans avoir de perspective d'emploi* », lance l'étudiant. Sur le campus, beaucoup se plaignent du manque d'accessibilité aux financements des agences de l'Etat qui leur sont normalement destinés. Leur mécontentement se nourrit aussi des conditions de vie précaires à l'université, passée de 3 000 étudiants en 1990 à 16 000 aujourd'hui. Logements insuffisants, absence de wifi, retard de distribution des bourses, réseaux d'assainissement vétustes... De quoi transformer l'université en véritable foyer de contestation.

### 3.2 Rapport 2021 des Nations Unies pour la population : Pour les femmes en Afrique, le pouvoir de dire « non » reste à conquérir (extraits tirés de l'article du Monde Afrique, 14 avril 2021)

Grossesses multiples, mariages précoces, mutilations génitales... Selon le rapport sur la condition féminine publié par le Fonds des Nations unies pour la population, la situation est particulièrement mauvaise dans certaines régions du continent. Choisir leur propre contraception, accoucher dans de bonnes conditions, avoir accès à l'éducation sexuelle, échapper au viol ou aux mutilations génitales... Le chemin des femmes vers l'autonomie est encore long... Le rapport annuel du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) souligne qu'une femme sur deux n'est toujours pas en mesure de faire respecter son intégrité corporelle dans une soixantaine de pays en développement. Et à en croire

le copieux document intitulé « Mon corps m'appartient » et publié mercredi 14 avril par l'agence onusienne, la situation est particulièrement mauvaise dans certaines régions du continent africain.

L'usage de moyens de contraception modernes a plus que doublé dans le monde depuis 1994, mais, pour mesurer la capacité des femmes en couple de 15 à 49 ans à choisir pour elles-mêmes, le Fnuap ne s'est pas contenté d'analyser l'évolution du contrôle des naissances. L'agence a notamment exploité des données qui découlent d'un des « objectifs de développement durable » adoptés en 2015, celui qui porte sur l'égalité entre les sexes. Trois questions ont été posées aux participantes :

- Qui prend généralement les décisions relatives à votre propre santé ?
- A votre contraception ?
- Pouvez-vous dire « non » à votre mari si vous ne souhaitez pas avoir de rapport sexuel ?

Voici quelques résultats pour le Sénégal :

- Les chiffres que nous vous avons donnés dans La Lettre de l'Hiver 2021 sont confirmés en gros pour la contraception au Sénégal : 22% alors que le chiffre pour le monde est de 49%.
- Les mariages avant l'âge de 18 ans sont de 29% au Sénégal (20% dans le monde), 43 % au Nigéria et 54% au Mali.
- Le taux de natalité pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans en 2020 au Sénégal a été de 78 (40 dans le monde), 106 au Nigeria, 164 au Mali...
- Le taux de naissances assistées par un professionnel de santé qualifié est de de 74% au Sénégal contre 81% dans le monde et 43% au Nigéria.

Le rapport disponible en entier sur le site du FNUAP analyse aussi les conséquences de traditions pesant sur les unions, sous la forme soit d'une dot versée par la famille de l'épouse au futur marié, soit d'un « prix de la fiancée » qui impose à l'homme d'« acheter » celle-ci auprès de ses parents. Cette pratique, « fréquente dans certaines régions d'Afrique [...] relègue les femmes à un statut de propriété et perpétue l'idée selon laquelle un homme achète la capacité de procréation et de production de sa femme et, plus important encore, son obéissance ». En outre, elle pèse sur le règlement des divorces. D'après le rapport, en 2020 en Afrique environ 4 millions de filles ont subi des mutilations génitales. Le Fnuap soupçonne une possible augmentation importante de ces actes cette année-là, alors que la pandémie restreignait le travail des agents de protection de l'enfance.

En conclusion, malgré les nombreux engagements internationaux ratifiés par la plupart des Etats, la mainmise des hommes sur les droits et les dispositifs légaux qui empêchent l'autre moitié de l'humanité d'obtenir le respect de son intégrité transparaît tout au long du rapport. Priver les femmes de leurs droits est « *inacceptable* », affirme Natalia Kanem, qui dirige le Fnuap. Pourtant, quand les femmes et les filles sont libres de leurs choix fondamentaux, « *elles gagnent [...] aussi de meilleures conditions en matière de santé et d'éducation, de revenus et de sécurité ; il en résulte un monde plus juste et plus propice au bien-être humain, ce qui profite à chacune et chacun d'entre nous.* »

ENVOYEZ NOUS VOS INFORMATIONS ET VOS PROPOSITIONS DE SUJETS A TRAITER  
- MERCI. [www.solidaritesstjulienstlouis.fr](http://www.solidaritesstjulienstlouis.fr) Le Comité, 12.5.2021